

Suite de la page 9

Il l'écrit, à la date du 28 août 1961, dans son journal (1962) : «Nous comprenons l'angoisse des Français d'Algérie : ils sont responsables de tout le mal qu'on nous a fait. Et si jamais les choses finissent par s'arranger on les tiendra soigneusement à l'écart comme pour leur interdire tout espoir de vivre dans l'Algérie de demain qu'ils auront tout de même contribué à construire.»

Rejoint-il ainsi, cette même année, l'appel de Ferhat Abbas, président du GPRA, aux minorités d'Algérie, pour en faire la pédagogie auprès d'étudiants chrétiens ? Cette confluence entre Français et Algériens, davantage que les idéologues du FLN qui n'en feront jamais une position affirmée, Feraoun la regardait comme nécessaire pour l'Algérie future. S'il refusait la longue injustice qui a été la règle dans les rapports entre les communautés de l'Algérie coloniale, s'il dénonçait la prévalence d'une race sur une autre, autorisée et défendue par la France, Feraoun n'écartait pas une égalité entre les différents peuplements d'Algérie, une égalité sans faille. Son intégration aux Centres sociaux éducatifs, créés par le gouvernement général de l'Algérie (Cf. Serge Jouin et alii, 2001), à l'initiative de la résistante et anthropologue Germaine Tillion, prolonge-t-elle ce désir de rapprocher Français et indigènes ? L'institution, projetée par ses initiateurs comme outil de la politique d'intégration, a été considérée par les ultras de l'Algérie française comme une «école du FLN». Et le FLN la rangeait – sans examen – dans le repoussoir des politiques du «dernier quart d'heure». Être divisé dans ce qu'il écrivait, dans ce qu'il pensait, mais aussi dans son activité professionnelle d'inspecteur des Centres sociaux éducatifs, Feraoun restait dans le compromis. Le cercle des témoins d'une Algérie plurielle, ceux qu'il estimait être ses proches, les tenants de cette égalité des communautés d'Algérie, se limitait à une élite intellectuelle, le plus souvent sans aucun ressort auprès de ceux qui s'affrontaient en un combat impitoyable. Et qui restait sous la menace des balles des deux camps. Apprenant l'assassinat par l'OAS d'un ami français, il écrit, le 10 janvier 1962 à Jean Pelegri : «Dites à Honorat ma sympathie, ma profonde tristesse parce que, en tuant C. c'est un peu vous tous qu'on a tués et si un jour la chose m'arrivait, vous pourriez pleurer aussi en songeant que c'étaient tous vos frères – ceux qui vous ressemblaient – musulmans qui étaient tués.» (1962, p. 342). Paroles prémonitoires, surchargeant une destinée franco-algérienne impraticable.

5- Un positionnement atypique dans la guerre

Élu municipal de Fort-National, Feraoun se dessaisira, certes, de son mandat en 1956, mais il l'a fait, comme bien d'autres, à la demande express du FLN, qui aura été intraitable sur ce chapitre de la collaboration des indigènes aux assemblées coloniales. Défendant une coexistence sans heurts entre les communautés, surmontant les inégalités fondées en droit par le colonialisme, Feraoun comprenait le combat du FLN, mais il ne le rejoindra pas. Tout comme il doutait d'une Algérie française qui n'admettait que la loi du plus fort. Cette posi-

tion politique marginale lui valut la vindicte de nationalistes et des censeurs repliés à l'arrière.

Eut-il à subir plus souvent que les écrivains de la période stigmatisations et rancœurs ?

De la part d'intellectuels de gauche, sa famille politique, lui qui émergea longtemps dans les rangs de la SFIO, le parti des instituteurs. Dans les colonnes de l'hebdomadaire marocain *Démocratie*, Maurice Maschino (1957), rendant compte *des Chemins qui montent* (Seuil, 1957), le traite de «faux-mon-nayeur». Il lui répond dans les mêmes colonnes le 1^{er} avril 1957 : «M. Maschino, vous êtes un salaud.» C'est probablement l'unique irritation publique que Feraoun fait entendre pendant la guerre. Cette tiédeur, plus supposée que réelle, face aux «événements» qu'on lui reprochait, et qu'on croira reconnaître jusque dans ses romans, effaçant l'histoire présente de l'Algérie, n'était qu'une mise à distance entre les deux parties en conflit.

Feraoun disparu, bien des années après l'indépendance, rien ne lui sera pardonné, précisément dans l'intelligentsia communiste : ni ses idées ni même sa mort. Monique Gadant incriminera-t-elle «un Algérien ambigu» ? Homme de l'«entre-deux», Feraoun se vouait à une Algérie consensuelle, qui ne laisserait aucune de ses communautés sur le bas de la route. Dans le débat politique des années 1950, c'était une position nette, sans aucune tergiversation. Il est difficile de soutenir que Feraoun ait manqué de courage et de clarté dans sa vision de ce qu'a été l'Algérie française (qu'il avait appris à refuser) et de ce que sera l'Algérie algérienne (dont il pouvait se méfier). De tous les auteurs de la période coloniale, ceux de sa génération principalement, il est le seul à être resté au pays, entré dans un cycle de sanglante violence, pour vivre et défendre ses convictions. Il en mourra, le 15 mars 1962. Sur le terrain des opérations militaires, cet «entre-deux» ne satisfaisait pas les belligérants. Pourtant, à Fort-National ou à Alger, à aucun moment l'armée française et les chefs de la Wilaya III de l'ALN n'ont envisagé de tuer l'écrivain Feraoun, alors qu'il provoquait le semblable embarras dans les deux camps. Ce positionnement atypique dans la guerre dérangeait, car l'écrivain ne pouvait se résoudre à l'abandon d'une Algérie «franco-arabe» dont il gardait l'espoir qu'elle reviendrait à tous. Dans *Le Dernier Message* (1960), Feraoun reprend les mots de Camus : «Je me suis pris à espérer dans un avenir plus vrai, je veux dire un avenir où nous ne serons séparés ni par l'injustice ni par la justice.»

6- Une épreuve de «canonisation» républicaine

À l'indépendance, la postérité de l'écrivain Mouloud Feraoun tient moins aux circuits de l'État-FLN qu'à la puissante corporation des instituteurs qui impose, dans les années 1960, son nom et ses œuvres dans les programmes de langue française, tous paliers confondus, de l'Éducation nationale. Cette consécration – typiquement républicaine – a pu longtemps préjuger de ce que pouvaient être les qualifications du littéraire dans la jeune école algérienne où le texte feraounien écrasait par le nombre ceux des auteurs de sa génération. Mais

cette célébration de l'auteur ne se cantonnera pas, dans la première décennie de l'indépendance, à une citation pléthorique dans les manuels scolaires de langue française : le nom de l'auteur montera au fronton de dizaines d'écoles, notamment dans l'Algérie profonde, symbole indécidable où il sera difficile de faire la part d'une reconnaissance posthume du maître d'école, de l'écrivain ou du martyr de l'ultime guerre de l'OAS.

Alors même que l'hommage public aux écrivains Malek Haddad et Kateb Yacine a suscité, à Constantine, une farouche levée de boucliers de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) et des caciques du FLN, dans les années 1980-1990, et qu'à Béjaïa celui rendu à Marie-Louise Amrouche a été âprement discuté, Feraoun a échappé aux censures des vieux guerriers de l'ALN, chevillés à d'insondables querelles de mémoires. Contreirement à Malek Haddad, longtemps encarté au parti communiste, dont on ne peut ignorer, même s'il fut tardif, l'alignement sur les thèses du FLN qu'il représentera dans de vagues missions culturelles dans les pays de l'Europe de l'Est, et à l'iconoclaste compagnon de route du PCA Kateb, Feraoun offrait tous les motifs d'une défiance politique et son adoubement national par les instances de l'ONM et du FLN reste inexplicable. Incarnant une «troisième voie», entre nationalistes algériens et extrémistes français, alors même que la violence de la guerre tranchait les positions des communautés de l'Algérie coloniale, Feraoun fait partie, en 1961, d'une délégation de notables algérois introduite par une porte dérobée de l'Élysée, auprès du général de Gaulle, pour une consultation sur l'avenir de la colonie. Les membres de cette délégation furent-ils aussitôt désavoués et condamnés à mort par le FLN ? Ce désaveu, l'un d'entre eux, le brillant historien Mahfoud Kaddache, le portera indéfiniment, comme un calvaire, dans l'Algérie indépendante : marginalisé dans l'institution universitaire, coupé de toute activité politique, il ne recevra pas à son décès d'hommage officiel de l'État qui méritait son immense œuvre d'historien.

La fortune littéraire (et politique) de Feraoun, longtemps élevé à la dimension d'«écrivain national», peut paraître paradoxale dans le pays nouveau qu'il a lui aussi souhaité et qui tournera résolument le dos à ses idées. Comme Camus et Jean Amrouche, Feraoun est mort d'une Algérie multiraciale qui s'éloignait, longtemps injuriée par le colonialisme, puis brisée par la guerre.

7- Une maturité littéraire tardive

Longtemps, Feraoun a été cadencé par la critique et l'histoire littéraires dans une seule œuvre *Fils du pauvre*. Cette entreprise – féroce – d'opacification du travail de l'écrivain ne sera jamais discernée comme caricaturale par ceux-là mêmes qui l'entretenaient. Lorsqu'on a cadré «l'écrivain scolaire», tout a été irrémédiablement dit, pensait-on. A-t-on alors érigé d'abusives hiérarchisations dans ce qu'Henri Kréa désigna comme la «génération de 1954» (1960), saluant la modernité de Kateb et de Dib, absolvant l'académisme de Mammeri et repoussant la tradition «scolaire» de Feraoun ? Ceux

qui fabriquaient cette gnose injuste et injustifiée méconnaissaient le roman de Feraoun et, plus simplement, son travail sur le roman. Si Kateb interroge plus qu'il n'écrit le roman dans *Nedjma* (Seuil, 1956), si après la trilogie *Algérie* (Seuil, 1952-1957) et *Un Été africain* (Seuil, 1959), la mutation de l'écriture du roman est toute radicale chez Dib, la rupture de ton, sans être révolutionnaire, est bien lisible dans l'œuvre de Feraoun dès *La Terre et le sang* (Seuil, 1953). Il est tout à fait inaccoutumé de noter que la première mouture du roman est toute radicale chez Dib, la rupture de ton, sans être révolutionnaire, est bien lisible dans l'œuvre de Feraoun dès *La Terre et le sang* (Seuil, 1953). Il est tout à fait inaccoutumé de noter que la première mouture du *Fils du pauvre* (Le Puy, Cahiers du Nouvel Humanisme, 1950), celle-là même qui sera consacrée par le Grand prix littéraire de la Ville d'Alger, en 1951, était mal écrite, troublée par une langue extrêmement parasitaire. Le texte remanié, en 1954, contient près de cent cinquante rectifications de syntaxe, de morphologie et de style. Feraoun emmêlait volontiers la cohérence syntaxique de la phrase et se montrait peu vertueux sur le plan du style. L'étude génétique du texte feraounien, du *Fils du pauvre* (1950) aux quatre chapitres de *L'Anniversaire* (Seuil, 1972), roman inachevé, relève la remarquable fécondité de l'auteur et son sérieux dans l'engagement dans une écriture littéraire apurée. Entre ces deux textes, Feraoun passe de la position de raconter une histoire à celle de l'écrire. L'écrivain se transmue dans cet effort et la langue du roman gagne en épaisseur et en sensibilité. Cet effort n'a jamais été reconnu.

C'est Sainte-Beuve (1804-1869), parangon de l'ancienne critique, qui posait – non sans raison – la question de la légitimité de l'écrivain, du moment et de l'œuvre par lesquels elle survient. Feraoun, arrivé à une maturité littéraire tardive, a certainement souffert de la consécration excessive du seul ouvrage qu'il a littérairement composé dans l'encre d'un rabouilleur, *Fils du pauvre* (1950-1954). Toutes les œuvres qui viendront après, qui lui sont supérieures par leur exceptionnel maîtrise, n'entameront pas ce malentendu dans la carrière de l'écrivain.

8- Une postérité feraounienne

Deux remarques s'imposent dans la lecture de la postérité feraounienne :

1- Sur le plan politique. Observe-t-on souvent – comme l'établit une riche bibliographie (plus de cent articles de presse recensés sur ce thème depuis 1962) – la surenchère politicienne autour du personnage de Feraoun ? N'en a-t-on pas fait, manifestement contre les convictions qu'il a défendues, un «nationaliste», un «révolutionnaire» ?

Et même, en 2006, dans un dithyrambe enflammé d'un éminent universitaire d'Alger, un «fel-laga» ? Ni ses correspondances, ni son journal, ni ses contributions données aux journaux et aux revues, seules sources fiables pour l'historien sur ce qu'ont pu être ses choix politiques, ne l'établissent. Feraoun fut un personnage officiel de la colonie jusqu'au début 1956. Après avoir quitté la politique municipale en Kabylie, il ne mettra pas son renom d'écrivain le plus primé d'Algérie au service de l'Algérie française ou au service du FLN-ALN qui la combattait. L'exode massif des Français d'Algérie, commencé au lendemain de la signature des Accords d'Évian, achevait le rêve

d'une Algérie intercommunautaire qu'il avait nourri dans ses actions publiques et dans ses écrits.

L'histoire – toujours imprévisible – des intellectuels et des artistes algériens dans la guerre d'indépendance devrait être écrite. Les espérances de Feraoun n'étaient pas celles du FLN-ALN. Voilà, toutefois, bien des années que M^{me} Khalida Toumi, ministre de la Culture, a inscrit dans le calendrier du gouvernement l'hommage solennel à l'auteur du *Fils du pauvre*. La confusion autour de ce qu'a été l'homme public et l'écrivain ne semble pas s'épuiser.

2- Sur le plan littéraire. A-t-on jamais autant publié, en Algérie, les textes de Feraoun qu'en ces années 2000-2010 ? Et surtout le lit-on, avec empressement, non plus dans la catégorie des pères qui l'ont connu dans leurs années d'école mais dans celle de la jeunesse ? Si Feraoun revient ces dernières années dans la recherche universitaire, il n'est pas certain, comme le confirment des travaux récents, qu'en soit renouvelée la critique. Que ce soit dans ces engagements politiques ou littéraires, Feraoun, l'éternel «fils du pauvre», semble condamné à d'inaccessibles mises à jour. Tous ceux qui, hier et aujourd'hui encore, en 2012, ont entrepris, au gré d'imprudentes édulcorations de l'histoire, d'en ériger la statue sur les plaines encombrées de l'histoire nationale ont détourné cette inaltérable passion d'une cité «franco-arabe» née dans les rudes travées de la vieille dame de Bouzaréa et engloutie dans les fureurs de la guerre. Mouloud Feraoun était tout entier dans ce drame.

A. M.

Bibliographie

Ageron Charles-Robert (1968), *Les Algériens musulmans et la France*, 1871-1919, Paris, PUF, vol. 1.
Boulifa Amar Saïd (1925), *Le Djurdjura à travers l'histoire*, Alger, Bringau.
Colonna Fanny (1975), *Instituteurs algériens*, 1883-1939, Alger, OPU.
Gadant, Monique (1978), *Mouloud Feraoun, un Algérien ambigu...*, Peuples méditerranéens (Paris), n°4, juillet-septembre.
Faci Saïd (1931), *Mémoire d'un instituteur algérien d'origine indigène*, Supplément de *La Voix des Humbles*, n°98, octobre.
Feraoun Mouloud (1962), *Journal*, 1955-1962, Paris, Seuil, 1962.
- (1960), *Le dernier message*, *Preuves* [Paris], n°110, avril (repris dans *L'Anniversaire*, Seuil, 1972).
- (1959), *Images algériennes d'Emmanuel Roblès*, Simoun [Oran], décembre (repris dans *L'Anniversaire*).
Jouin Serge, Lesne Marcel, Rigaud Louis, Simon, Jacques (2001), *L'École en Algérie : 1830-1962. De la régence aux Centres sociaux éducatifs*, Paris, Publisud.
Kréa Henri (1960), *Préface au panorama de la nouvelle littérature maghrébine*, Présence africaine [Paris], octobre 1960.
Maschino Maurice (1957). Ce critique donne, en 1957, plusieurs articles dans *Démocratie* à propos des *Chemins qui montent*, notamment le 1^{er} avril, les 6 et 13 mai et le 8 juillet.
Merdaci, Abdellali (2007), Un groupe d'acteurs culturels de l'entre-deux-guerres. Instituteurs algériens d'origine indigène, Constantine, Médersa.